

Mamoudzou, le 23 novembre 2015



Une croissance économique de 7 % en 2012

L'économie de Mayotte reste dynamique en 2012 (+ 6,8 %) mais sa croissance est inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2011 (+ 8,7 % en moyenne annuelle). Le produit intérieur brut (PIB) mahorais s'établit désormais à 1,7 milliard d'euros.

Le PIB par habitant augmente, passant de 7 630 euros en 2011 à 7 940 euros en 2012 (+ 4 %). Il reste cependant très éloigné des autres régions françaises : 31 100 euros par habitant en France et 19 400 euros dans les autres DOM. Il est par contre 13 fois plus important que celui des Comores et 23 fois supérieur à celui de Madagascar.

La consommation des ménages reste le principal moteur de la croissance

La consommation des ménages reste le premier moteur de l'économie mahoraise, contribuant à la moitié de la croissance. En 2012, les ménages mahorais consomment localement 881 millions d'euros, soit + 7,6 % par rapport à 2011. Malgré cette progression, la consommation finale locale des ménages pèse moins dans le PIB qu'à La Réunion (51 % contre 66 %) ou qu'au niveau national (54 %).

Par contre, la consommation des administrations publiques n'est plus l'un des principaux moteurs de la croissance. Elle n'explique qu'un cinquième de l'augmentation du PIB.

L'investissement des entreprises repart

En 2012, l'investissement, mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF), augmente de 43 millions d'euros. La FBCF relaie ainsi la consommation des ménages et contribue à un tiers de la croissance. Cette hausse résulte notamment d'un report par les entreprises des investissements de 2011 suite au conflit social. La part de la FBCF, qui s'élève à 17 % du PIB reste néanmoins encore très en deçà des standards réunionnais et nationaux (22 %).

Les importations totales sont stables en 2012, mais les exportations totales se réduisent en raison du recul des dépenses des touristes en visite à Mayotte, ces dépenses étant considérées comme des exportations. Au final, le solde du commerce extérieur se détériore encore en 2012 (- 466 millions d'euros). Pour un euro exporté, Mayotte importe 23 euros en 2012.

Des transferts sociaux encore limités

Par habitant, le revenu disponible brut RDB passe de 5 500 euros en 2011 à 5 600 euros en 2012. Compte tenu de l'inflation (+ 1,2 %), le pouvoir d'achat des personnes augmente de 0,5 % entre 2011 et 2012 (- 1,3 % en France). Les rémunérations salariales constituent la plus grande part du RDB. Elles augmentent de 2,5 %, soutenues par la hausse de la masse salariale des administrations publiques.

Les prestations sociales augmentent de 8 % en 2012. Malgré le développement en cours des droits sociaux à Mayotte, les prestations sociales pèsent moins dans le revenu des ménages que dans le reste de la France. Les transferts sociaux représentent 8 % du RDB, contre 34 % en France et 29 % à La Réunion. La mise en place progressive des minima sociaux contribue encore faiblement à l'amélioration du niveau de vie des ménages mahorais.

Le secteur privé progresse mais pèse toujours peu dans l'économie mahoraise

En 2012, la valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF) à Mayotte progresse de 11 % et s'établit désormais à 347 millions d'euros. La part des SNF dans le PIB augmente légèrement, passant de 20 % à 21 %, mais reste en dessous de leur contribution à La Réunion (32 %) et en France (51 %). Le secteur financier (banques et assurances) occupe encore une place limitée dans l'économie mahoraise. (2 % du PIB à Mayotte et 4 % en France). La valeur ajoutée créée par les administrations publiques atteint 842 millions d'euros en 2012, soit plus de la moitié du PIB dégagé à Mayotte. Le poids des administrations publiques dans le PIB est nettement plus élevé qu'au niveau national (17 %).

En 2012, une croissance dynamique mais inférieure aux années précédentes

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes à Mayotte

Estimation par la moyenne des approches ressources et emplois

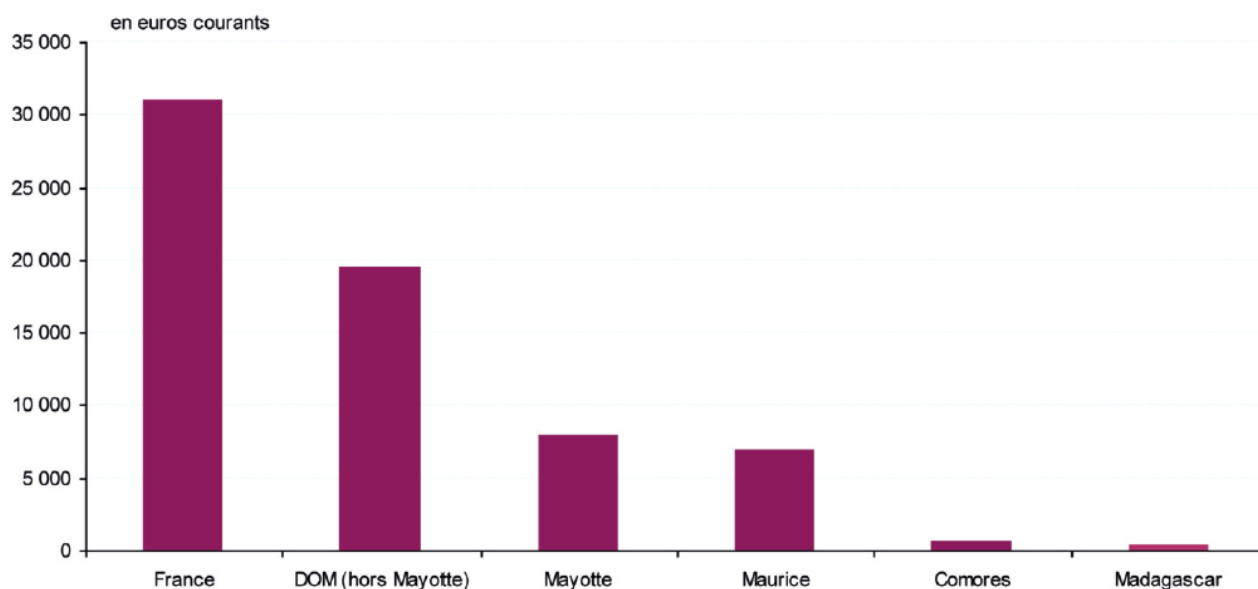
	2012		2011	Évolutions annuelles	
	en millions d'euros	Part du PIB en %	en millions d'euros	2011/2012 en %	2005/2011 en %
Valeur ajoutée (VA) des administrations publiques (APU)	842	51	813	3,6	10,5
VA des ménages	388	24	352	10,1	7,4
VA des ménages purs	185	11	165	12,1	9,7
VA des entreprises individuelles	203	12	187	8,3	5,8
VA des sociétés (financières et non-financières)	382	23	348	9,6	7,3
Subventions sur produit moins impôts sur produits	- 34	2	- 42	- 18,2	- 8,7
PIB approche ressources (1)	1 646	100	1 556		
Dépense de consommation finale des administrations	1 015	59	990	2,6	7,8
Consommation finale locale des ménages	881	51	819	7,6	12,1
Formation brute de capital fixe (FBCF)	289	17	246	17,6	2,4
Solde échanges des avec l'extérieur*	- 466	- 27	- 460	1,2	6,0
PIB approche emplois (2)	1 720	100	1 595		
PIB (moyenne 1 et 2)	1 683		1 575	6,8	8,7

* Biens et services. Seuls les services touristiques sont comptabilisés dans les services.

Source : Insee, comptes économiques.

Un produit intérieur brut (PIB) par habitant quatre fois plus faible qu'en France

Le PIB par habitant en 2012



Sources : Insee, comptes économiques nationaux et régionaux ; Cerom ; ONU, World development indicators.